

RAPPORT N° 99/6-70
au Conseil Municipal

OBJET

CREATION DE L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL
PRESENTATION DES STATUTS
REPRESENTATION DE LA COMMUNE AU SEIN DE L'OTI

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et touristique, la CINOR a décidé de créer un Office de Tourisme Intercommunal qui sera géré par une Association de type Loi 1901 et dont le champ d'actions s'étendra sur l'ensemble du territoire communautaire.

La structure composée essentiellement de socioprofessionnels des différentes communes membres comprendra au minimum quarante membres.

Conformément aux Statuts de l'OTI, la Commune de Saint-Denis sera représentée au sein de l'Office par un membre de son Conseil Municipal.

Le principe de la représentation au sein de l'OTI vous est présenté en annexe.

Cet organisme sera chargé :

- d'assurer et de coordonner les actions d'accueil, d'information, d'animation et de promotion touristique à l'échelle intercommunale ;
- d'élaborer une stratégie d'animation et de promotion touristique intercommunale ;
- de proposer une politique d'édition commune avec charte graphique ;
- de promouvoir le territoire intercommunal en valorisant les produits et sites touristiques de sa zone géographique ;
- de créer et commercialiser des produits identitaires,
- de recueillir tous types d'informations à caractère touristique pour la création d'une Banque de Données utilisable par le réseau des Bureaux d'Accueil (mise en place d'un Observatoire).

L'OTI disposera de Bureaux d'Accueil dans chacune des communes-membres. Ces antennes auront notamment la charge :

RAPPORT N° 99/6-70

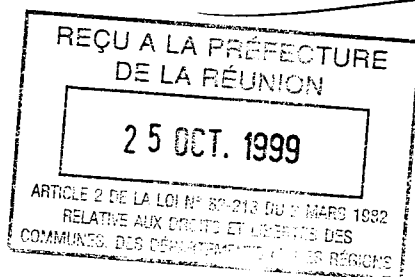
- de répondre aux besoins locaux et aux exigences accrues de qualité et de compétence de la part des touristes ;
- d'assurer l'accueil et l'information touristique de leur ville respective et du territoire de la CINOR ;
- de mettre en œuvre l'animation et la promotion touristique sur le territoire communautaire ;
- d'assurer la commercialisation de produits ;
- de mesurer la fréquentation touristique ;
- recenser les souhaits et attentes des touristes ;
- rendre compte de son travail au siège administratif de l'Office de Tourisme Intercommunal.

En conséquence, je vous demande :

- . de prendre acte des Statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal régie par la Loi 1901 ;
- . de désigner un membre de notre assemblée pour représenter la Commune de Saint-Denis au sein de l'OTI.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Pour le Maire absent
Le Premier Adjoint
Alain ARMAND**



DELIBERATION N° 99/6-70
du Conseil Municipal
en séance du vendredi 15 octobre 1999

OBJET

CREATION DE L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL
PRESENTATION DES STATUTS
REPRESENTATION DE LA COMMUNE AU SEIN DE L'OTI

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code des Communes ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 99/6-70 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur André PADEAU, 14ème Adjoint, présenté au nom de la Commission Développement Economique/ Economie Alternative ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ARTICLE 1

Prend acte des Statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal régie par la Loi de 1901.

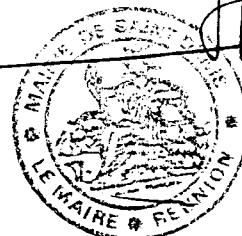
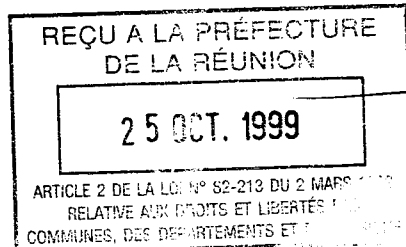
ARTICLE 2

Au scrutin secret, procède à l'élection du représentant de la Commune à l'OTI.

-	Bulletins collectés	40
-	Bulletin blanc	1
-	Bulletin nul	0
-	Suffrages exprimés	39
-	Suffrages obtenus	
	André PADEAU	39

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 22 OCT. 1999

Pour le Maire absent
Le Premier Adjoint
Alain ARMAND



PROJET DE STATUTS

OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DU NORD DE LA REUNION

Article 1 - Dénomination

Sous le titre OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DU NORD DE LA REUNION, il est constitué une Association régie par la Loi du 1er juillet 1901 et le Décret du 16 août 1901, affiliée à la Fédération Régionale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative et, par là même, à la Fédération Nationale.

Son action s'étend sur le territoire des trois Communes membres de la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR), à savoir : Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne.

Article 2 - Objet

L'Office de Tourisme Intercommunal prend en charge un service d'intérêt général ayant pour but d'étudier et de réaliser les mesures tendant à accroître l'activité touristique, sur ses territoires d'actions.

L'Office de Tourisme Intercommunal assume les missions d'accueil et d'information des touristes, ainsi que l'animation et la promotion touristique des communes. Il contribue également à assurer la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local. Il peut être également consulté sur des projets d'équipements collectifs touristiques.

Il devra s'efforcer de susciter l'animation indispensable dans son rayon d'action, la liaison avec les collectivités publiques et les prestataires, la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) et la Fédération Réunionnaise des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative de sa zone d'influence (FROTSI).

Il aura en outre la gestion des bureaux d'accueil décentralisés sur les Communes de son action, ainsi que celui placé dans l'Aéroport.

L'Office de Tourisme Intercommunal pourra être autorisé par la Préfecture (par autorisation) de La Réunion à commercialiser des prestations de services touristiques, dans les conditions prévues par la Loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.

L'Office de Tourisme Intercommunal pourra être consulté préalablement à toute opération participant au développement touristique, aménagements publics, protection de l'environnement.

Article 3 - Missions

Les missions de l'Office de Tourisme Intercommunal sont :

- la promotion du tourisme et l'étude des mesures tendant à l'accroître,
- la coordination des divers organismes s'occupant de la promotion et des organismes et entreprises intéressés au développement touristique,

- la gestion des actions de promotion générale ou de programmes particuliers,
- l'exploitation d'installations touristiques et sportives ou culturelles, l'organisation de fêtes et de manifestations diverses,
- l'étude, le montage, et la commercialisation de produits touristiques.

Article 4 - Siège social

Le siège social de l'Office de Tourisme Intercommunal est situé à Saint-Denis (97400).

Il pourra être transféré dans une des trois Communes par décision du Conseil d'Administration. La ratification par l'Assemblée Générale sera nécessaire..

Article 5 - Durée

La durée de l'Association est illimitée à compter de sa déclaration à la Préfecture de La Réunion.

Article 6 - Instances et organes de l'Association

L'Association comporte les instances et les organes suivants :

- une Assemblée Générale,
- un Conseil d'Administration,
- un Bureau,
- un Directeur.

Article 7 - Composition de l'Assemblée Générale de l'Association

L'Assemblée Générale se compose de membres de droit, de membres socioprofessionnels et de membres associés.

1) Membres de droit

Leur nombre est fixé à SIX.

Les membres de droit sont issus du Conseil Communautaire de la CINOR et des Conseils Municipaux des Communes membres. Ils sont désignés pour représenter la Communauté et les Communes membres pendant la durée de leur mandat électif.

- membres de droit issus de la CINOR

Leur nombre est fixé à TROIS.

Ils sont répartis de manière égale entre les Communes membres :

- UN élu représentant Saint-Denis,
- UN élu représentant Sainte-Marie,
- UN élu représentant Sainte-Suzanne.

Les membres associés ne disposent pas du droit de vote mais peuvent participer pour leur information à l'Assemblée Générale.

Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rémunération à raison de leur fonction dans l'Association. Ils pourront toutefois obtenir le remboursement des dépenses engagées pour les besoins de l'Association sur justificatifs et après accord du Président.

Article 8 - Qualité de membre

- Acquisition de la qualité de membre :

La qualité de membre s'acquiert par demande d'adhésion soumise à la Délibération du plus proche Conseil d'Administration.

Les refus d'admission n'ont pas à être motivés.

- Perte de la qualité de membre :

La qualité de membre se perd :

- 1) par démission adressée par lettre recommandée au Président de l'Association,
- 2) par décès,
- 3) par la dissolution anticipée ou judiciaire des personnes morales,
- 4) par l'exclusion prononcée par le Conseil d'Administration, pour motif grave, le membre intéressé ayant été appelé à présenter sa défense,
- 5) par la perte de la qualité au titre de laquelle le membre participe à l'Association.

Article 9 - Détachement de fonctionnaires

Certains emplois peuvent être confiés à des fonctionnaires en position de détachement.

Le recrutement d'un fonctionnaire est soumis à l'approbation conjointe, par Arrêté, du Ministre chargé du Budget, du Ministre chargé de la Fonction Publique et du Ministre technique intéressé, qui statuent au vu du projet de contrat de travail régissant les rapports entre l'Association et le(s) fonctionnaire(s) détaché(s).

Article 10 - Ressources de l'Association

Les ressources se composent :

- 1) des crédits de fonctionnement et subventions accordées par les collectivités publiques et privées,
- 2) du prix des prestations fournies ou des biens vendus,
- 3) des dons manuels,
- 4) des dons effectués dans le cadre du parrainage ou du sponsoring,
- 5) de toute autre ressource autorisée par la Loi et décidée par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs contrôleurs financiers dont le rapport doit être entendu après celui du Trésorier.

Article 11 - Comptabilité

Il est tenu au jour le jour une comptabilité deniers par recettes et par dépenses, et s'il y a lieu, une comptabilité matières.

La comptabilité est tenue selon les règles légales, dans les conditions définies aux Articles 27 et 29 de la Loi du 1er mars 1984, avec l'établissement d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe, conformément au plan comptable en vigueur.

Article 12 - Le Directeur

Au titre du Secrétariat Général de l'Association, il prépare l'ensemble des dossiers à soumettre aux organes de l'Office.

Au titre de la gestion de l'Association, il est investi des pouvoirs nécessaires définis par le Conseil d'Administration.

En particulier :

- il met en œuvre l'ensemble des actions arrêtées par les instances de l'Association,
- il prépare le projet de Budget à soumettre à l'Assemblée Générale,
- avec l'aval préalable du Conseil d'Administration, il recrute le personnel, négocie les contrats de travail et y met fin, assure la direction du personnel.

Le Directeur participe aux travaux de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration à titre consultatif.

Ses rapports sont classés dans un registre à feuillets mobiles et contresignés par le Président du Conseil d'Administration.

Après la clôture de chaque exercice, le Directeur soumet au Conseil d'Administration les comptes annuels ainsi que son rapport avant présentation à l'Assemblée Générale.

Article 13 - Conseil d'Administration

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de QUATORZE membres socioprofessionnels, élus pour TROIS années par l'Assemblée Générale en son sein. Celui-ci procède sur deux signatures conjointes des Président, Vice-Présidents, Trésorier ou Trésorier Adjoint, au règlement des dépenses de l'Association à l'exception de celles confiées au Directeur.

Ces quatorze membres sont répartis comme suit :

- 1) **six membres de droit** représentant la CINOR et ses Communes membres, soit :
 - trois membres de la CINOR,
 - trois membres issus des Conseils Municipaux des Communes membres de la CINOR (un par Commune),

2) **huit membres socioprofessionnels** représentant les diverses activités du secteur touristique répartis de la manière suivante :

- * trois membres œuvrant dans le secteur de l'hébergement :
 - l'hôtellerie classée,
 - chambres d'hôtes,
 - location de meublés de tourisme agréés,
- * deux membres œuvrant dans le secteur de la restauration :
 - avec étoile,
 - sans étoile,
- * deux membres travaillant dans le secteur des loisirs,
- * un membre œuvrant dans le secteur des services et prestations touristiques.

Les membres du Conseil sont élus au bulletin secret par scrutin uninominal à la majorité absolue au premier tour et relative au second tour.

Le Conseil se renouvelle tous les trois ans, les membres sortants étant rééligibles. Pour le premier renouvellement, les Administrateurs sortants sont tirés au sort.

Les membres associés (ONF, FROTSI, CCIR, Chambre des Métiers) peuvent participer au Conseil d'Administration à titre consultatif et, par conséquent, sans droit de vote.

Article 14 - Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil se réunit toutes les fois que cela est nécessaire, et au moins une fois tous les six mois, sur convocation écrite du Président ou d'un Vice-Président en cas d'empêchement du premier, ou à la demande du tiers de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés.

Le Conseil ne peut valablement délibérer que si au moins la moitié de ses membres dont deux membres de chaque secteur d'activité sur première convocation sont présents ou représentés. Quand ce quorum n'est pas atteint, le Conseil sera convoqué à nouveau sous quinzaine sur le même ordre du jour et pourra valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le vote par correspondance est interdit.

Le vote par procuration est autorisé, mais nul ne peut détenir plus de un mandat remis à un autre membre de l'Association.

Le vote a lieu à main levée sauf à la demande de la moitié des membres présents ou représentés. Dans ce cas, il peut avoir lieu à bulletin secret.

Tout membre qui, sans excuse, n'aura pas assisté à deux réunions consécutives pourra être considéré comme démissionnaire.

Les membres du Conseil ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées en cette qualité. Seuls les frais justifiés peuvent être remboursés au franc le franc.

En cas de vacance, le Conseil pourvoit au remplacement du ou des membres. Les pouvoirs des membres ainsi cooptés prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le Conseil est chargé de mettre en oeuvre les décisions et la politique définies par l'Assemblée Générale. Il assure la gestion courante de l'Association et rend compte de sa gestion à l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration qui aura négligé de convoquer l'Assemblée Générale annuelle ou statutaire sera réputé ipso facto démissionnaire. Dans le délai de six mois suivant la date à laquelle l'Assemblée Générale ordinaire aurait dû être tenue, une Assemblée sera convoquée à la diligence du Président de la FROTSI afin de procéder à l'élection d'un nouveau Conseil.

L'ordre du jour des réunions est déterminé par le Président, hormis le cas où le Conseil se réunit sur la demande du tiers de ses membres.

Les salariés de l'Association, par l'intermédiaire de leurs représentants, peuvent être invités à participer aux réunions, avec voix consultative.

Le Conseil peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnes susceptibles de l'éclairer particulièrement sur un sujet mis à l'ordre du jour.

Il est dressé un procès-verbal des réunions, signé par le Président et le Secrétaire. Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature, sur des feuillets numérotés paraphés par le Président et consignés dans un registre spécial, conservé au siège de l'Association.

Article 15 - Bureau

Le Conseil d'Administration choisit, parmi ses membres, au scrutin secret et pour une durée de trois années, un Bureau composé de :

- un Président,
- deux Vice-Présidents,
- un Trésorier,
- un Trésorier Adjoint
- un Secrétaire,
- un Secrétaire Adjoint.

Les membres du Bureau, élevés à l'honorariat, siègent au Bureau avec voix consultative.

Les membres du Bureau sont élus lors de chaque renouvellement du Conseil d'Administration.

Le Bureau dispose de tous les pouvoirs pour assurer la mise en oeuvre des décisions du Conseil d'Administration.

Il se réunit sur convocation écrite du Président ou Vice-Président en cas d'empêchement du premier, chaque fois que nécessaire.

Tout membre qui, sans excuse, n'aura pas assisté à deux réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Le Bureau peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnes susceptibles de l'éclairer particulièrement sur un sujet mis à l'ordre du jour.

Il est dressé un procès-verbal des réunions, signé par le Président et le Secrétaire.

Le Président est chargé d'exécuter les décisions du bureau et d'assurer le bon fonctionnement de l'Association. Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet. Il a notamment qualité pour agir en justice au nom de l'Association, tant en demande qu'en défense, et consentir toutes transactions. Il exerce à ce titre la communication publique de l'Association, notamment lors des manifestations publiques et dans les contacts de l'Association avec des organes exécutifs des administrations, des collectivités et des partenaires importants notamment institutionnels de l'Association.

Le Président convoque l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration et le Bureau. Il préside toutes les assemblées

En cas d'absence, ou de maladie, il est remplacé par un des Vice-Présidents mandaté à cet effet. Il peut déléguer à un autre membre, à un permanent ou toute personne qu'il jugera utile, certains de ses pouvoirs. Toutefois, la représentation de l'Association en justice, à défaut du Président, ne peut être assurée que par un mandataire en vertu d'un pouvoir spécial.

Il désigne le Directeur et arrête les modalités de sa rémunération.

Pour la gestion permanente des moyens et actions de l'Association vers les objectifs qui lui sont assignés, le Président peut donner une délégation permanente à la Direction dans les limites qu'il fixe pour les engagements, règlements, négociations et tous actes d'administration.

Le Secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives. Il rédige les procès-verbaux de réunions et assemblées et de toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'Association, à l'exception de celles concernant la comptabilité. Il tient le registre spécial prévu par l'Article 5 de la Loi de 1901 et les Articles 6 et 31 du Décret de 1901.

Le Trésorier est chargé de la gestion de l'Association, perçoit les recettes, effectue les paiements, sous le contrôle du Président. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations et rend compte à l'Assemblée Générale qui statue sur la gestion.

Article 16 - Assemblée Générale ordinaire

L'Assemblée Générale ordinaire est convoquée une fois par an, et chaque fois que nécessaire par le Président ou à la demande du tiers de ses membres.

Le Président peut appeler à siéger avec voix consultative toute personnalité dont la présence lui paraît utile.

L'ordre du jour est fixé par le Conseil d'Administration et indiqué sur les convocations écrites, envoyées quinze jours à l'avance par plis individuels et par insertion dans les journaux locaux.

Toute proposition émanant d'un membre et destinée à être soumise à l'Assemblée Générale ordinaire doit être adressée, par écrit, au Conseil d'Administration, au moins huit jours avant la date fixée pour cette Assemblée.

Le Président de la FROTSI doit être appelé à participer aux travaux de l'Assemblée.

L'Association doit adresser chaque année dans les deux mois qui suivent son Assemblée Générale un rapport à sa Fédération Régionale, indiquant la composition du Conseil d'Administration et toutes les indications nécessaires sur son fonctionnement et son financement. Le rapport financier est soumis au Conseil Communaire de la CINOR.

L'Assemblée Générale ordinaire entend le compte rendu moral, approuve les comptes de l'exercice clos et à venir, étudie toutes les questions et projets régulièrement inscrits à son ordre du jour et élit le Conseil d'Administration.

Les décisions de l'Assemblée Générale ordinaire sont valablement prises si au moins la moitié des membres est présente ou représentée. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée à quinze jours d'intervalle et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

La majorité retenue est celle des membres présents ou représentés.

Le vote par correspondance est interdit.

Le vote par procuration est autorisé, mais nul ne peut détenir plus de un mandat remis à un autre membre.

Les délibérations de l'Assemblée Générale ordinaire sont prises à main levée. Le scrutin à bulletin secret peut être demandé par le Conseil d'Administration ou par la moitié des membres présents ou représentés.

Article 17 - Assemblée Générale extraordinaire

L'Assemblée Générale extraordinaire a seule compétence pour modifier les Statuts, décider la dissolution de l'Association et l'attribution des biens, sa fusion avec toute autre association poursuivant un but analogue, et ce, sur proposition du Conseil d'Administration ou du dixième au moins des membres qui composent l'AG. Cette dernière proposition doit être adressée par écrit au Conseil d'Administration au moins huit jours avant la séance.

L'Assemblée appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Office doit être convoquée spécialement à cet effet et doit comprendre la moitié plus un membre en exercice au jour de la convocation. La présence du Président de la FROTSI ou de son délégué est obligatoire.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée à quinzaine et pourra valablement délibérer et ce quel que soit le nombre de membres présents.

Les règles de représentation sont les mêmes que pour les Assemblées Générales ordinaires.

La convocation doit être adressée de la même façon que pour les Assemblées Générales Ordinaires, quinze jours avant la date prévue et doit comporter en annexe le texte des modifications statutaires proposées.

Les délibérations sont prises à main levée. Le scrutin à bulletin secret peut être demandé par le Conseil d'Administration ou par le tiers des membres présents ou représentés.

En cas de dissolution, l'Assemblée désigne un ou plusieurs contrôleurs financiers chargés de la liquidation des biens de l'Office. Elle attribue l'actif net à une ou plusieurs associations de tourisme d'intérêt local, régional ou national, conformément à l'Article 9 de la Loi du 1er juillet 1901 et au Décret du 16 août 1901.

Article 18 - Règlement Intérieur

Le Conseil d'Administration peut, s'il le juge nécessaire, établir un Règlement Intérieur destiné à déterminer les détails d'exécution des présents Statuts.

Il est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Article 19 - Formalités

Le Président de l'Association, au nom du Bureau, est chargé de remplir les formalités de déclaration et de publication prévues par la Loi de 1901.

Le Conseil d'Administration peut donner mandat exprès à toute personne de son choix pour accomplir les formalités de déclaration et de publication prévues par les textes.

Les présents Statuts feront l'objet d'une approbation lors de l'Assemblée Générale constitutive.

Ils ont été établis en autant d'exemplaires que de parties intéressées, dont deux pour la déclaration et un pour l'Association.

Fait à Saint-Denis,
Le

Vu par le Conseil Municipal de Saint-Denis
en séance du vendredi 15 octobre 1999
et annexé à la Délibération n° 99/6-70



COMPOSITION DES DIFFERENTS ORGANES DE L'ASSOCIATION

<p style="text-align: center;">ASSEMBLEE GENERALE</p> <p style="text-align: center;">44 membres</p>	<p>44 membres</p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 membres de Saint-Denis dont : <ul style="list-style-type: none"> . 14 socioprofessionnels . 1 élu du Conseil Municipal . 1 élu de la CINOR - 12 membres de Sainte-Marie dont : <ul style="list-style-type: none"> . 10 socioprofessionnels . 1 élu du Conseil Municipal . 1 élu de la CINOR - 12 membres de Sainte-Suzanne dont : <ul style="list-style-type: none"> . 10 socioprofessionnels . 1 élu du Conseil Municipal . 1 élu de la CINOR - 1 membre de la CCIR - 1 membre de l'ONF - 1 membre de la Chambre des Métiers - 1 membre de la FROTSI
<p style="text-align: center;">CONSEIL D'ADMINISTRATION</p> <p style="text-align: center;">14 membres</p>	<p>14 membres dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 élus de la CINOR - 3 élus des Conseils Municipaux
<p style="text-align: center;">BUREAU</p> <p style="text-align: center;">7 membres</p>	<p>7 membres dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 Président - 2 Vice-Présidents - 1 Trésorier et 1 Trésorier Adjoint - 1 Secrétaire et 1 Secrétaire Adjoint
<p style="text-align: center;">COMMISSION</p> <p style="text-align: center;">4 commissions</p> <p style="text-align: center;">6 membres (dont un élu) par Commission</p>	<p>6 membres (dont un élu) par Commission</p> <p>* 4 commissions :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Animation/ Promotion . Accueil/ Information . Produits touristiques . Publication/ Communication <p>soit 24 membres à désigner parmi les 40 membres de droit et membres socioprofessionnels</p>

Vu par le Conseil Municipal de Saint-Denis
en séance du vendredi 15 octobre 1999
et annexé à la Délibération n° 99/6-70

